

Une mission de l'Union Européenne à Nouakchott **Après le langage de l'Euphorie, celui du discernement ?**

Une délégation de l'Union Européenne présidée par Mme. Anna-Silvia Piergrossi chef de l'Unité de l'Afrique de l'Ouest à la Direction Générale du Développement de la Commission Européenne séjourne à Nouakchott depuis lundi dernier. Cette mission a rencontré le Président du CMJD, le Premier ministre et le ministre des Pêches et de l'Economie Maritime. A noter que la rencontre avec le ministre des Pêches pourrait s'inscrire dans le cadre de la recherche d'une solution à l'arraisonnement de bateaux de pêches espagnols soupçonnés de pêcher dans les eaux territoriales en période de repos biologique. Toutefois, le but de la visite est essentiellement l'évaluation des chantiers de la transition entamée en Mauritanie après le coup d'Etat qui a chassé Ould Taya du pouvoir le 3 août dernier. Ainsi, une journée après ses rencontres avec les officiels mauritaniens, la mission a reçu les responsables des partis politiques, les représentants des cercles d'affaires et de la société civile.

Au lendemain du 03 Août, la communauté internationale, à des degrés divers, a condamné le coup d'Etat perpétré par le CMJD. L'Union Africaine (UA) et l'organisation de Francophonie, après avoir fermement condamné le putsch, ont suspendu la Mauritanie de leurs instances. Quant à l'Union Européenne, elle a été moins sévère. Elle s'est contenté de déplorer la prise du pouvoir par les armes et est restée dans l'expectative. Après donc deux mois d'observation, une délégation de l'UE séjourne actuellement en Mauritanie.

Pour s'enquérir de l'évolution de la transition, elle s'est entretenue avec le Chef de l'Etat, le Premier ministre et les partis politiques qui étaient représentés dans le parlement dissous.

Le Colonel Ely Ould Mohamed Vall, président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, chef de l'Etat a reçu mardi matin en audience au palais présidentiel la mission de l'Union européenne conduite par Mme. Anna-Silvia Piergrossi et M. Rui Costa

La même mission a été reçue ensuite par le Premier ministre en audience.

suite en P.3

Cette mission de l'UE, après celles de l'Union Africaine et de la Francophonie, est venue s'enquérir de l'état d'avancement du processus de transition enclenché après le coup d'Etat du 03 Août. Pour ce faire, après les le Président du CMJD et le Premier ministre, elle a reçu les partis politique représentés au parlement dissous l'après midi du mardi au siège de l'Union Européenne à Nouakchott. Les représentants de l'APP, du FP, de l'UFP, du RFD, du PCD, du PRDS, de l'UDP et du RDU ont eu droit séparément à une demi heure d'entretien avec la délégation de l'UE. Les entretiens ont eu lieu en présence des ambassadeurs de France, d'Allemagne e d'Espagne et de l'UE en Mauritanie. Il a été demandé aux partis politiques de dire ce qu'ils pensent du changement du 03 Août et du programme de transition. Il leur a été demandé également de faire état de leurs propositions.

Les partis politiques qui s'étaient évertués à expliquer aux délégations de l'UA et de la Francophonie que le 03 Août était " un excellent putsch ", " un putsch démocratique ", ont beaucoup aider le CMJD à légitimer son coup de force anticonstitutionnel. Les représentants de l'UA et de la Francophonie sont repartis de

notre pays avec la quasi certitude que la quasi totalité de la classe politique et de la société civile souscrivait entièrement au programme du CMJD. Durant leur passage en Mauritanie, certains représentants de partis politiques ont sévèrement critiqué l'UA et l'organisation de la Francophonie parce qu'elles ont condamné le coup d'Etat et suspendu notre pays de leurs instances. Du coté du Maghreb et du monde Arabe, la Mauritanie, même avec ses élections entachées de fraude, faisait office de première de la classe en matière de démocratie. Pour des monarchies, des royaumes et autres république avec Présidents à vie, un coup d'Etat militaire n'a rien d'anti démocratique. C'est pourquoi, aucun pays arabe n'a condamné le putsch du 03 Août. Les difficultés sont venues de nos partenaires africains et européens. L'opposition en applaudissant pour les tombeurs de Maaouya, a vite fait comprendre aux pays étrangers toujours prompts à mettre en quarantaine les putschistes, qu'ils ne pouvaient pas être plus royalistes que le roi.

Le CMJD, après avoir, avec l'aide des partis politiques, gagné la confiance des organisations internationales et des pays amis, semble gérer seul, la transition. Face à la

délégation de l'UE, le RFD qui s'est résolument inscrit dans une logique de soutien sans limites aux nouvelles autorités, ne manquera pas de réaffirmer ses positions. L'exercice sera plus difficile pour les partis qui ont commencé à reprocher au CMJD " une conduite unilatérale du processus de transition " Chbih ould Cheikh Melanine, leader du FP, qui avait martelé au lendemain du 03 Aout que "le coup d'Etat n'était pas un coup d'Etat " aura à expliquer cette fois-ci que les militaires sont en train de reproduire un système semblable à l'ancien. Quant à l'UFP, elle a rappelé à la délégation de l'UE la situation qui prévalait en Mauritanie avant le 03 Août. Il s'agit de l'absence totale de dialogue. L'avancée significative avec les élections de 2001, plus ou moins transparente. Le scepticisme qui l'a suivie. Le petit espoir né avec le Forum sur les valeurs démocratiques et la citoyenneté mais vite dissipé du fait de la timide réaction du pouvoir. Après ce rappel, l'UFP a déclaré que le changement du 03 Août a suscité un double sentiment de soulagement et d'inquiétude. Il y a, selon le parti de Ould Maouloud, avec les assurances du CMJD, de nouveaux espoirs et, pour que ces espoirs subsistent, il faut que la

concertation entre les acteurs politiques deviennent une vertu. Et, force est de reconnaître que dans les conditions actuelles, elle ne l'est pas. Non seulement le CMJD ne demandent l'avis de personne, mais les partis politiques, obnubilés, obsédés par la perspective des prochaines échéances électorales, la jouent en solo.

Il est clair qu'après avoir contribué à légitimer le coup d'Etat, il apparaîtra quelque peu bizarre de revenir, quelques jours après, pour dénoncer la conduite unilatérale de la transition. Comme les délégations de la Francophonie et de l'UA, les représentants de l'UE, à l'issue de ces rencontres, ne porteront aucune appréciation négative sur la conduite du processus de transition. Ceux qui, au sein de la classe politique, ont commencé à grincer les dents pour manque de concertation du CMJD, ne seront pas beaucoup écoutés. C'est au moment où les militaires avaient besoin de l'opposition, dans la semaine qui a suivie le coup d'Etat, que les partis devaient demander à être associée en contrepartie de leur soutien. Mais, dans l'euphorie du départ de Ould Taya, il n'y a pas eu beaucoup de place pour le discernement.

KHALILOU.B.DIAGANA